

La honte...

10 mars 2016

Chèr.e.s ami.e.s,

Je vous écris à propos de la honte que nous vivons depuis plusieurs mois en Europe du fait de l'attitude inhumaine des pays européens à l'égard des réfugiés Syriens et des immigrants du Moyen Orient et de l'Asie. Il s'agit du plus grand mouvement de populations après la seconde guerre mondiale.

L'un après l'autre, les pays des Balkans ont fermé leurs frontières et à l'heure actuelle environ 35.000 mille réfugiés et immigrants sont enfermés en Grèce. Même si les pays européens ouvrent leurs frontières, tant que la guerre continue, soutenue par les puissances occidentales en vue de leurs intérêts géostratégiques et à travers leurs ventes d'armes, on ne pourra pas empêcher le malheur de ce flot humain.

Vous avez tous sûrement entendu parler des réfugiés et immigrants venant de Syrie et d'autres pays voisins, et entassés en Grèce dans leur effort d'atteindre l'Europe occidentale.

Il s'agit de gens seuls ou de familles entières qui ont payé une fortune pour traverser la Méditerranéenne, à partir des côtes turques vers les îles grecques, sans compter les quelques milliers qui se sont noyées à la traversée et des centaines d'enfants et d'adolescents qui sont disparus durant le passage.

Ces gens veulent partir de la Grèce. Dans un pays dévasté par sa propre crise économique et humanitaire, il n'y a pas d'espoir pour une vie meilleure pour eux, pour qu'ils bâtissent un nouveau foyer et qu'ils vivent en paix. Environ 480.000 jeunes scientifiques grecs sont partis chercher du travail à l'étranger durant depuis 5/6 dernières années que dure la crise. Il n'y a pas d'intégration possible en Grèce

pour ces gens qui ont fui la guerre et la famine.

La Slovénie a, elle aussi, fermé ses frontières le 9 mars. La Hongrie est en train de creuser un fossé à ses frontières et la FYROM (la 'Macédoine') a mobilisé ses forces armées pour empêcher les désespérés qui se trouvent sur le sol grec à passer de l'autre côté (on y lance aussi des chiens contre les réfugiés qui passent les frontières inaperçus).

Il y en a en ce moment 14.000 personnes en Grèce, près des frontières, à Oidomeni, à dormir dans la boue et des maladies qui commencent à se propager – 30 enfants ont été amenés à l'hôpital juste ces trois derniers jours. Cette nuit, à Elliniko, le terrain près d'Athènes où on a accueilli quelques milliers de réfugiés, il y a eu un début d'émeute d'environ 300 personnes protestant parce qu'il n'y a pas assez de nourriture et d'eau pour se laver.

Des bagarres éclatent déjà entre eux, quand ils font la queue pour la distribution de la nourriture. Des émeutes généralisées sont malheureusement à prédire. Et les réfugiés continuent à arriver massivement aux îles grecques. Aujourd'hui, le 10 Mars, il y a encore eu un naufrage à cotes grecques avec 5 noyés, dont un enfant.

Donald Tusk le président du Conseil Européen a dit dans un twitter du 9 mars, que les pays fermant leurs frontières se sont alignés sur les décisions des chefs d'état européens !!

Comment la Grèce peut-elle faire face à cet état d'urgence?

Tout marche pour l'instant grâce à la solidarité de tous. Dans mon île qui se trouve loin des côtes turques -comme partout en Grèce- des groupes de volontaires travaillent chaque jour pour ramasser de la nourriture offerte par tout le monde, l'emballer et l'envoyer soit aux autres îles, soit aux frontières. Mais il y a surtout cette solidarité venant de partout qui fait chaud au cœur – à regarder ce petit vidéo sans commentaires (c'est en allemand) juste 1,5 minutes.

La légende dit:

« Tant qu'il y a des hommes...

Madame Eleni et Monsieur Christos sont un couple âgé qui vit à Oidomeni. Ils ont ouvert leur maison pour que les réfugiés viennent se laver. La planète tourne toujours parce qu'il y a ces personnes qui accueille simplement »

Read more:

<http://pitsirikos.net/2016/03/%cf%8c%cf%83%ce%bf-%cf%85%cf%80%ce%ac%cf%81%cf%87%ce%bf%cf%85%ce%bd-%ce%ac%ce%bd%ce%b8%cf%81%cf%89%cf%80%ce%bf%ce%b9-2/#ixzz42UMj4q19>

Bien-sûr qu'il y a des escrocs grecs. La semaine dernière un de nos collègues, Conseiller Régional, activiste dans l'ACM (Assemblée des Citoyens de la Méditerranéenne), Nikos Poutsiakas, a été battu par des commerçants parce qu'il distribuait de la nourriture gratuite aux réfugiés campés dans l'autoroute principale vers les frontières. Il a été conduit à l'hôpital.

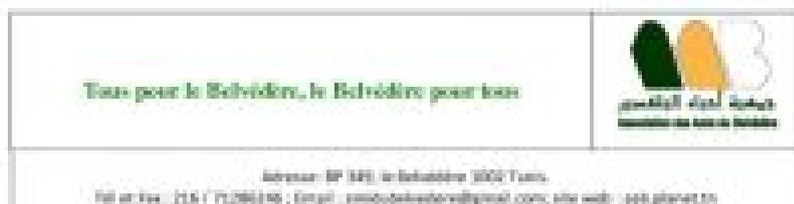
Tout cela nous fait grand honte, en tant qu'Européens, porteurs d'une -soi-disant- civilisation millénaire, mais en premier lieu en tant qu'humains. Nous sommes indignés, meurtris par la cruauté des calculs géopolitiques face à désespoir humain. Un grand mouvement de protestation devrait voir le jour, contre le honte que nous vivons, pour l'ouverture des frontières, mais aussi et surtout, un grand mouvement pacifiste pour l'arrêt de la guerre.

Peut-être connaissez-vous des initiatives (mouvements, actions) dans ce sens dans vos pays ?

Pouvez-vous faire circuler toute information relative à ces initiatives ?

Bien à vous

Le Parc du Belvédère : un patrimoine à sauvegarder



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Parc du Belvédère : un patrimoine à sauvegarder

Créé en 1891 et rénové entre 1897 et 1910, sous le patronage de Joseph La Fontaine, architecte paysagiste et jardinier en chef de la ville de Paris, le parc du Belvédère occupe actuellement le cœur de la ville de Tunis. Il est façonné dans la grande tradition des jardins paysagers de XIX^e siècle. Avec son patrimoine végétal composé des 5 continents, ses jardins écologiques et ses monuments richés en histoire III^e Média, El Koubba, les cimetières, le lac artificiel, le Casino et ses deux majestueuses portes, il s'impose aujourd'hui comme un espace inédit de l'homme et de la nature.

Plus que le cœur de la capitale, corridor écologique du grand Tunis, espace de détente, d'éducation et de loisirs pour les citoyens, il constitue également un haut-lieu des habitants de Tunis et accueille plus de 2 millions de visiteurs par an.

Le projet contesté

Il s'agit du Plan d'Aménagement Urbain de la Commune de Tunis (PACTU) affiché dans tous les arrondissements de la ville. Ce projet propose l'installation d'une voie express à 4 voies sur une largeur de 40 à 50 m qui traversera l'espace fragile du parc, affectera négativement l'équilibre de son écosystème, détruira des composantes végétales et architecturales, réduira les populations d'oiseaux, réduira la sécurité des usagers et effacera la mémoire collective des habitants. Comme pour l'avenue créée en 1990, NOUR, également, un quart de siècle, elle sera, sans forme apparente, à sa portée.

Study: Recent Trends in National Mechanisms for Gender Equality in Africa

This study presents a situation analysis of the status of national mechanisms in the 53 Member States in Africa over the last five years. It argues that contexts such as economic liberalization policies since the 1980s and the role of the State and political reform have shaped the development and current situation of the mechanisms. Within these contexts, national mechanisms have evolved in significant ways.

The publication is available here:

<http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/report-cwd.pdf>

Etude: L'évolution des mécanismes nationaux chargés de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique

La présente étude de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), analyse l'état des mécanismes

nationaux dans les 53 États membres africains au cours des cinq dernières années. Elle affirme que des contextes tels que les politiques de libéralisation économique appliquées depuis les années 80 ainsi que le rôle de l'État et la réforme politique, ont modelé le développement des mécanismes et leur état actuel. Dans ces contextes, les mécanismes nationaux ont évolué de manière significative.

La publication est disponible ici :
http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/gender-brochure-fran-_final_07_oct_-_copy.pdf

Stratégie conjointe Afrique-Union Européenne : Feuille de route 2014-2017

Ce document est le résultat des travaux du 4ème Sommet UE-Afrique qui s'est tenu les 2 et 3 avril 2014 sur le thème "Investir dans les Populations, la Prospérité et la Paix". Il fixe les principales priorités et domaines d'actions communes menées au niveau interrégional, continental ou mondial d'intérêt commun pour l'Afrique et l'UE. Il fournit les orientations nécessaires pour leur mise en œuvre.

Le document est disponible ici :
http://www.africa-eu-partnership.org/sites/default/files/documents/2014_04_01_4eme_sommet_ue-afrique_feuille_fr.pdf

Mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable au Sénégal.

La société civile s'organise autour du Conseil d'Organisations Non-Gouvernementales d'Appui au Développement.

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, 17 Objectifs de Développement Durable ([ODD](#)) ont officiellement remplacé les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement ([OMD](#)). Adoptés à New-York, le 25 Septembre 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'échéance des ODD est fixée à l'horizon 2030. La transition des OMD aux ODD s'est faite avec la tenue pendant plusieurs mois, de consultations citoyennes à travers le monde pilotées par le système des Nations-Unies.

Au Sénégal, l'atelier de lancement du processus d'élaboration de la Stratégie nationale de mise en œuvre des ODD s'est tenu le 22 Janvier 2016 à l'Hôtel King Fahd Palace (Dakar) sous la co-présidence de M. Amadou BA, ministre de l'Économie, des Finances et du Plan et Mme Fatou Bintou DJIBO, Représentante résidente du PNUD et Coordinatrice du Système des Nations Unies au Sénégal.

Avec un taux de pauvreté à 46,7 % et un indice de développement humain à 0,47 selon le PNUD, le Sénégal fait partie des 50 pays sélectionnés par les Nations Unies pour mener des consultations nationales. ([Rapport](#) de l'enquête « *My World 2015* » au Sénégal). En Mai 2013, Le Gouvernement du Sénégal et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) au Sénégal ont collaboré avec le Conseil d'Organisations Non-Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD) pour la tenue des consultations nationales de la société civile sur l'agenda de développement post 2015. (Source : « *Le Sénégal que nous voulons* », [Rapport](#) des

consultations Nationales sur l'agenda post-2015). Cette collaboration se justifie par le statut, le mode de fonctionnement et l'expérience du CONGAD qui représente:

- Un instrument de dialogue politique, social, économique et culturel, pour le renforcement de la société civile au service du développement. Créé en 1982 et présidé par M. Amacodou DIOUF, la vocation du CONGAD est entre autres de développer la concertation et les échanges entre les ONGs, de promouvoir la solidarité inter-ONGs, de défendre les intérêts des ONGs et de les mobiliser autour des préoccupations de la Société Civile ;
- 178 ONGs nationales, étrangères et internationales qui agissent à leur niveau pour un [Sénégal émergent](#) en 2035 ;
- Un dispositif organisationnel implanté dans les 14 régions du Sénégal. Chaque cellule régionale est un espace de partage et de mutualisation ouvert aux ONG membres et non membres mais aussi aux organisations communautaires de base (OCB). Sont rattachés à chaque cellule :
- un observatoire régional de la gouvernance et du développement local ouvert aux élus locaux et aux journalistes ;
- un Comité d'éthique et de déontologie formé de personnalités civiles et religieuses, choisies en considération de leur autorité et de leur probité morale et intellectuelle. Ce comité veille au respect des engagements des ONG membres du CONGAD vis-à-vis de leurs partenaires. Il peut aussi traiter des différends entre ONG ou au sein d'ONG ;
- Une commission « ad hoc » mise en place pour mener des réflexions sur des questions qui interpellent la communauté ou la nation et sur lesquelles, le CONGAD veut apporter sa contribution ;
- Des groupes de travail mis en place pour coordonner les actions des ONG liées à des enjeux tels que : les

migrations, la prévention et la gestion des risques et catastrophes.

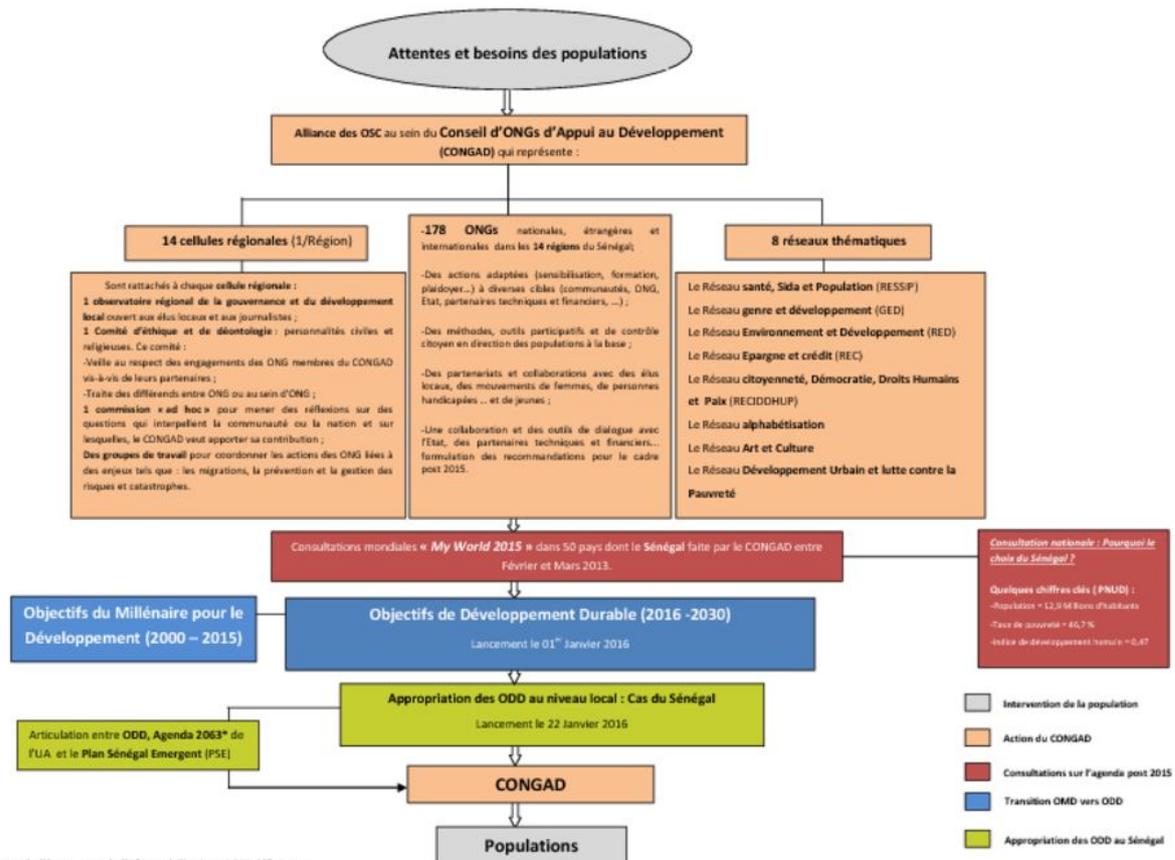
- 8 [réseaux thématiques](#) qui traitent de diverses questions : l'alphabétisation, l'art et la culture, le genre, l'environnement, la citoyenneté, la démocratie, les droits humains, la santé, le développement urbain etc.
- Des actions adaptées (sensibilisation, formation, plaidoyer...) à diverses cibles (communautés, ONG, Etat, partenaires techniques et financiers, ...)
- Des méthodes, outils participatifs et de contrôle citoyen en direction des populations à la base ;
- Des partenariats et collaborations avec des élus locaux, des mouvements de femmes, de personnes handicapées ... et de jeunes. Par exemple, il arrive au Conseil de créer des alliances avec l'Assemblée Nationale pour la collecte d'informations, d'associer des mouvements de jeunes tels que « les éclaireuses et éclaireurs du Sénégal » à ses campagnes de sensibilisation, de vulgarisation et d'éducation du public ;
- Une collaboration et des outils de dialogue avec l'Etat, des partenaires techniques et financiers : Selon M. Mbaye NIANG du CONGAD, le Conseil a représenté la société civile à des rencontres internationales sur le développement durable (Rio +20, COP21...), a fait partie du comité national de pilotage des OMD et a formulé des recommandations pour le cadre post 2015.

Les ODD sont là et il revient désormais aux différents acteurs de la société civile d'agir pour transformer ces engagements en des réalisations concrètes sur le terrain. A ce propos, M. Mbaye a souligné quelques défis auxquels fait face à l'heure actuelle le CONGAD en tant qu'OSC et acteur de développement. Il s'agit par exemple de l'attente des indicateurs des ODD qui sont indispensables pour un meilleur suivi des actions sur le terrain. (Un projet de 230 indicateurs vient d'être adopté le 11 Mars 2016 par la Commission des statistiques de l'[ONU](#)).

L'autre défi, c'est l'articulation entre les ODD, l'[Agenda 2063](#) de l'Union Africaine et les stratégies/priorités nationales de développement, déclinées dans le [Plan Sénégal Emergent](#) (PSE).

EKEDI Anne Michelle

Volontaire de la Francophonie



*Agenda 2063 : vision de l'émergence de l'Afrique à l'horizon 2063 définie par les chefs d'Etat et de gouvernement lors de la célébration des 50 ans de l'UA

Appel à Signature : Faites-le savoir à Pearson : chaque

enfant a droit à une éducation gratuite publique de grande qualité !

Un groupe, constitué des fonds de pension internationaux parmi les plus grands, des syndicats et des actionnaires impliqués, les « 100 de Pearson », se sont réunis pour DEMANDER À PEARSON de mettre fin à son engagement désastreux dans des tests à risque comme à la privatisation et la ségrégation scolaire, dans les pays en développement.

Dans une tentative mal avisée d'imposer sa stratégie « tester et sanctionner », Pearson a cherché à restreindre contractuellement le droit à la parole des enseignants et a surveillé les commentaires sur les tests des enfants dans leurs média sociaux. En Afrique et en Asie, Pearson a drainé des millions dans les écoles privées pour créer de nouveaux marchés pour ses produits. Les parents et les élèves ont assez, ils veulent se désengager des tests Pearson et faire savoir aux gouvernements que Pearson n'est pas le bienvenu.

En tant que plus grand conglomérat éducatif du monde, il a doublement chuté avec ses stratégies désastreuses, les « 100 de Pearson » ont déposé une résolution comme actionnaires qui sera débattue au cours de l'assemblée générale annuelle de Pearson le 29 avril à Londres.

Signez notre pétition pour apporter votre voix au mouvement et arrêter les stratégies commerciales néfastes de Pearson, et affirmer le droit de chaque enfant à une éducation gratuite publique de grande qualité .

<http://www.tellpearson.org/>

Congrès des Ceméa France retour sur le séminaire international sur la jeunesse

Les CEMEA France ont souhaité réunir, lors de leur congrès en Août 2015 à Grenoble, leurs partenaires européens et internationaux les plus proches dans un séminaire international. Un grand nombre d'entre eux sont membres de la fédération internationale. C'est ainsi que les représentants associatifs et les jeunes de 12 pays ont répondu à notre appel.

La thématique de « la jeunesse, les jeunes » a occupé une place centrale dans le séminaire à travers un atelier de mise en commun des problématiques rencontrées par les jeunes. Les personnes qui y ont participé sont issues du milieu associatif engagé dans l'accompagnement et la formation d'encadrants de jeunes, des jeunes de leurs pays et des jeunes volontaires internationaux. Les représentants du Clube do Portugal, de Gyerekparadicsom Alapítvány de Hongrie, des Amis du Belvédère de Tunisie, de Graine de Paix d'Algérie, de Dock Europe d'Allemagne, des CEMEA de Belgique, des petits débrouillards du Maroc, de Sevilla Acoge d'Espagne, des CEMEA de Russie, de la FIT CEMEA d'Italie, des CEMEA de France et une volontaire de Lituanie ont réalisé un travail de recherche sur les jeunes dans un souci de regards croisés. Les membres des associations palestiniennes Laylac, Keffieh Center et Human Supporter mais aussi de PASC et Mashed de Tunisie ont rejoint le groupe.

La démarche de travail a d'abord consisté, en groupes « pays », à élaborer des constats sur la jeunesse puis

formuler les problématiques, défis et réussites des pratiques de chacune des organisations, et dans les politiques de jeunesse de leur pays. Ensuite, en plénière, après avoir pris connaissance des constats par pays, nous avons élaboré des problématiques à l'échelle locale et internationale.

Nous rapportons ici les 11 problématiques recensées concernant les jeunes, définis au sens le plus large par la tranche d'âge des 12-29 ans. Les 11 problématiques, évoquées par un ou plusieurs groupes sont retenues car elle trouvent toutes une réalité locale et internationale d'après tous les participants. Pour certaines d'entre elles, des éléments de constats issus des retours des groupes pays sont mis en perspective. Ces 11 problématiques sont autant de freins (et de leviers) à la participation des jeunes dans la société civile et des associations de jeunes dans l'accompagnement de ces jeunes.

1- Inégalité : pas une jeunesse mais des jeunesses dues à la diversité des personnes mais aussi due aux inégalités sociales, territoriales (accès à des structures éducatives, socio-culturelles, sportives).

2- Le rapport de méfiance entre les administrations et les associations de jeunes.

3- Des normes et des indicateurs de réussites imposés par les pouvoirs publics qui laissent peu de place à l'initiative et la créativité des jeunes ou qui accordent peu de reconnaissance à leur dynamisme et investissement.

4- La nécessité du lien entre l'éducation formelle et non formelle : reconnaissance de l'éducation non formelle et son impact dans l'éducation à la citoyenneté, sur la réussite scolaire. Le partage de référentiels et d'objectifs communs pour une éducation globale accessible à tous.

5- Des mobilités et des migrations : l'accès à une mobilité choisie, vecteur d'ouverture et d'opportunités dans un

parcours personnel. Inégalités d'accès : injonctions contradictoires des pouvoirs publics, perception différente suivant sa nationalité et son appartenance à l'UE ou pas.

6- L'accompagnement des mobilités.

7- L'accès et l'utilisation des médias.

8- Le volontariat, sa valorisation, son sens, son dévoiement de ses objectifs initiaux, les programmes existants : rôle des associations et positionnement politique.

9- Les addictions.

10- La dynamique de réseau.

11- La formation des acteurs de jeunesse.

Les contenus de ce travail montrent le besoin des participants de confronter les situations des jeunes dans leur pays avant de travailler sur la situation des jeunes dans leurs organisations.

Ce travail montre que, dans notre quotidien, nous ne pouvons pas considérer la jeunesse de manière uniforme. Ce travail montre que nous partageons la préoccupation de faire reconnaître l'éducation non formelle dans l'accompagnement des jeunes, autant que l'éducation formelle, d'où le besoin de travailler ensemble.

Cette première étape réalisée, un prochain objet de travail pourra être de confronter nos pratiques vis à vis de chacune de ces problématiques dans l'objectif :

– de continuer à travailler en réseau d'organisation de jeunesse pour mieux agir ensemble

– d'imaginer des parcours internationaux pour les jeunes dans nos associations

– de faire du passage des jeunes dans nos associations une

expérience démocratique positive qui leur donne des compétences et des valeurs pour une plus grande reconnaissance et visibilité dans la société et qui donne une meilleure gouvernance à nos associations.

Sarah Bastable

Élections Présidentielles de Février-Mars 2016 au Bénin, Quand les enfants « Copains du Monde » du CAEB s'en mêlent

« Tout ce qui est fait pour nous et sans nous est contre Nous » dixit les enfants Copains du monde du CAEB.

La période de transition à la tête de l'Etat reste une période très sensible dans toute démocratie malgré son âge. Ainsi, pour la préservation de la démocratie, tous les citoyens doivent prendre une part active, non seulement dans le processus mais, aussi et surtout dans la préservation d'un climat de paix, de tolérance et de quiétude.

Notre pays, le Bénin, traverse une période électorale présidentielle et, tous les citoyens – cadres, acteurs de la société Civile, acteurs du public et du privé – s'attellent de par les actes qu'ils posent, les messages qu'ils passent à la préservation des acquis démocratiques de la conférence Nationale Béninoise de Février 1990.

Le Conseil des Activités Educatives du Bénin, ONG Nationale Béninoise reconnue d'Utilité publique s'est aussi invité à travers son mouvement d'enfant « Copain du Monde », dans la danse de la préservation de la paix au Bénin avant, pendant et après les élections présidentielles de Février-Mars 2016.

« Copains du Monde » est un mouvement d'enfants âgés de 10 à 18 ans créé par le CAEB depuis 2013 et qui a pour leitmotiv : La solidarité dans le monde.

C'est au nom de cette solidarité que ces enfants, qui ont effectué plusieurs voyages en France dans le cadre d'un projet du CAEB en partenariat avec le Secours populaire Français, ont mené des actions pour apporter le sourire aux lèvres de leurs pairs malades de la pédiatrie du Centre Hospitalier Départemental de l'Ouémé. Ainsi, suite à des spectacles de Noël organisés au siège du CAEB à Porto-Novo et à la vente d'objets qu'ils confectionnent, ces enfants ont collecté des fonds. Une partie de ces fonds a été remis au Directeur du Centre hospitalier Départemental de l'Ouémé pour des soins aux enfants malades et en situation difficile de la pédiatrie. Une autre partie a servi à acheter des poubelles dans cet hôpital. Le reste des fonds a contribué à la mise en œuvre d'un projet nommé « Les enfants Copains du Monde du CAEB en Action pour le respect de leurs droits et l'éducation à la citoyenneté en période électorale présidentielle au Bénin »

Dans le cadre de ce projet, les enfants « Copains du Monde » ont CAEB bénéficié de formations sur leurs droits, la protection des biens publics, les techniques élémentaires de sensibilisation et de plaidoyers. Ils ont ensuite participé à plusieurs émissions radio-télévisées, pour à chaque fois dire leur désir de Paix avant, pendant et après les élections présidentielles au BENIN. Ils ont aussi rencontré les responsables des institutions dont le Président de la Cour Suprême, le Ministre Garde des sceaux, le Procureur Général de la république et certains candidats pour leur faire signer le livre de Paix – symbole de leur engagement à tout mettre en

œuvre pour maintenir le climat de paix dans le pays durant la période électorale et assurer aux enfants un avenir meilleur.

Paul Loko

Voici en images les quelques moments forts des actions de enfants copains du monde du C.A.E.B pendant cette période électorale.



**Des graines qui poussent
(encore)**



Le projet Sementes a Crescer (des graines qui poussent), qui intervient, depuis plus de 15 ans, auprès d'enfants et de jeunes en situation de vulnérabilité socio-économique, et qui est géré, depuis novembre 2014, par le Clube Intercultural Europeu, a vu récemment son financement approuvé pour trois années supplémentaires.

L'équipe du projet Sementes a Crescer [\[1\]](#) peut ainsi continuer à travailler pour l'inclusion sociale des enfants et des jeunes de la paroisse de Beato, à Lisbonne. Disposant d'un espace pour la communauté et de techniciens qui apportent un appui dans la recherche de solutions sociales, éducatives, économiques, ouvrières et/ou formatives, le projet vise à combattre des situations d'abandon et d'échec scolaire et des comportements à risque, ainsi qu'à promouvoir le développement psychosocial et émotionnel des participants, au travers diverses activités.

De nouveaux projets élargissent les secteurs et les territoires d'intervention

Les projets D'Ajuda [\[2\]](#) e PA-REDES sont deux des plus récents paris du Clube intercultural Europeu au niveau communautaire et social.

Le projet d'Ajuda intervient dans trois quartiers d'intervention prioritaire de la paroisse d'Ajuda (Rio Seco, Casalinho da Ajuda, Bairro 2 de Maio), avec une équipe locale et des initiatives communautaires et culturelles.

Le projet du Clube nommé PA-REDES [\[3\]](#) depuis le début du mois de mars développe hebdomadairement des ateliers de dessin avec les plus jeunes.



À travers des activités de nature artistique (ateliers de dessin et peintures murales d'art urbain), le projet PA-REDES vise à promouvoir « le développement social et communautaire à travers la créativité, l'art et la mise en valeur de l'identité locale », a affirmé Maria Penide Mera, employée du Clube et une des responsables du projet, considérant que « le renforcement des liens entre les habitants des quartiers et du sentiment de la communauté » est aussi un des objectifs.



Dans une première phase, le projet PA-REDES comprend des ateliers artistiques, des assemblées de résidents et l'inventaire de mémoires communautaires (de mars à juin 2016), une période postérieure de création de peintures murales d'art urbain dans les quartiers (d'août à novembre 2016) et une phase finale de qualification de guides et d'agents de dynamisation locaux (de février à mai 2017).

La bande dessinée comme méthode d'éducation active

Promu par le Clube Intercultural Europeu en partenariat avec les CEMEA-Nord -Pas-de-Calais, l'Inter Tiras/ Entre les Cases est une formation interculturelle par la bande dessinée comme support d'intervention pour des travailleurs de jeunesse. Financé par le programme Erasmus+, la deuxième phase du projet s'est déroulée à Lille, entre les 23 et 27 février, et a compté avec des participants du Portugal et de la France.

« Pour la bande dessinée, il n'est pas besoin de savoir dessiner ! Des traits simples suffisent ». Qui l'affirme ? c'est l'étudiante de photographie Rosa Fraga, 18 ans, la plus jeune des 16 participants de la formation Inter Tiras. Lors du vernissage de l'inauguration de l'exposition de bandes dessinées réalisées par les participants, le 26 février dernier, dans les locaux des CEMEA Nord-Pas-de-Calais (NPDC), l'étudiante de photographie a affirmé que « cette formation

permet de développer la créativité », ayant appris, par exemple, comment utiliser ses photos pour créer une BD.



Pour Osvaldo Medina, un illustrateur portugais récompensé et un des quatre formateurs du projet, l'objectif principal a été accompli : « Nous n'enseignons pas à dessiner, nous aidons les participants à communiquer à travers le dessin, de la BD, d'une manière simple et directe ». Le bilan est, donc, « positif » : « Nous avons plusieurs personnes, de différentes nationalités, qui travaillent ensemble, ce qui est toujours un atout », dit-il.

Mais comment l'idée d'une formation internationale sur la bande dessinée et la mobilité est-elle venue ? Tout a commencé il y a environ 13 années, raconte José Brito Soares, le président du Clube Intercultural Europeu. « Après avoir envoyé un groupe au Festival d'Avignon, nous avons pensé que ce serait une excellente idée de profiter du Festival de BD d'Amadora (Portugal) pour réaliser des actions internationales de formation. « En 2012, un groupe des CEMEA Nord Pas De Calais en formation Diplôme d'Etat de la Jeunesse de l'Education Populaire et des Sports (DEJEPS) nous a rendu visite pour découvrir notre activité à Lisbonne en matière d'animation et d'intervention sociale. J'ai présenté cette idée à Camel Guecioueur, le directeur de la formation professionnelle des CEMEA NPDC ; Ensuite, je me suis rendu à Lille afin de participer à la préparation de stagiaires qui allaient vivre une mobilité apprenante à Lisbonne et on m'a présenté Frédéric Logez (actuellement formateur de l'Inter Tiras et qui est aussi formateur aux CEMEA NPDC), qui exposait des BD dans les locaux des CEMEA. Nous avons commencé à parler de ce rêve et nous nous sommes mis d'accord sur la réalisation d'une première action de formation franco-portugaise à Amadora

et les choses se sont développées à partir de là... »

La première phase de l'Inter Tiras a eu lieu en novembre 2015, à Amadora, pendant le Festival International de BD. Après l'étape de Lille, les participants retourneront au Portugal pour terminer le projet, une fois encore au moment où se déroulera le Festival d'Amadora.

« Pour la troisième phase, en novembre, j'espère retrouver le groupe aussi motivé et dynamique que dans les deux premières phases et pouvoir continuer à approfondir le travail développé », a affirmé Morgane Masterman, formatrice du Clube. « Étant donnée la qualité des productions des participants jusqu'à présent, je suis sûre que ce sera une nouvelle phase de formation enrichissante ! »

RUBRIQUE « STAGES DU CLUBE »

À chaque édition, nous publions un travail développé par les stagiaires qui passent par le CLUBE. Dans cette newsletter, nous avons choisi deux photos et un extrait de l'article « Métro de Lisbonne – une galerie d'art souterrain », dont l'auteur est la stagiaire polonaise Estera Malek, qui a travaillé pendant trois mois au Clube et aussi à l'institution Nuclisol Jean Piaget. Les photos illustrent le métro d'Olaïas, de la ligne rouge, la station qui dessert le CLUBE. Merci Estera !



Olaïas



*Une des stations inaugurées l'année de l'Expo 98, conjointement avec les stations Alameda, Belle Vista, Chelas et Oriente. Une station énorme, disposant de beaucoup d'espace, dans les quais et dans le hall. Le projet architectural est de la responsabilité de l'architecte Tomás Taveira, qui a aussi contribué au traitement plastique de la station conjointement avec les artistes plasticiens Pedro Cabrita Reis, Graça Pereira Coutinho, Pedro Calapez et Rui Sanchez. En 2012, un article de l'Impact your World, de la chaîne d'informations nord-américaine CNN, a considéré cette station comme **une des dix plus belles de l'Europe**.*

Lisez l'article complet en cliquant [ici](#).

Ana Fernandes

[\[1\]](#) Parmi les 247 candidatures pour la 6^e édition du programme Escolhas (Choix), le projet Sementes a Crescer a obtenu la quatrième meilleure classification nationale et la seconde au niveau de la NUT (unité territoriale) de Lisbonne, a-t-on annoncé le 22 janvier. La viabilité de ce projet, qui en 2016 et pendant deux mois a été subventionné à 100% par le Clube en attendant la décision des autorités, est ainsi garantie jusqu'à la fin de 2018.

[\[2\]](#) Financé par le programme de la Mairie de Lisbonne nommé BIP/ZIP (Quartiers et Zones d'Intervention Prioritaire), le projet D'Ajuda a commencé son travail en octobre 2015. Il s'agit d'un partenariat entre trois bailleurs de fonds : Clube Intercultural, association Locals Approach et l'Associação de Apoio e Segurança Psico-Social (AASPS). Ce projet a eu le mérite d'avoir été classé le premier parmi toutes les candidatures soumises.

[\[3\]](#) a été également un des 16 projets sélectionnés au niveau

national parmi toutes les candidatures soumises. Il est soutenu dans le cadre de la seconde édition du concours PARTIS (Pratiques Artistiques pour l'inclusion sociale), un programme de la Fondation Calouste Gulbenkian.

Traduction par l'association Traducteurs sans frontières